

La SNCF ne séduit plus ses salariés

En 2018, l'entreprise a connu plus d'un millier de démissions. Du jamais-vu. La pression, la faiblesse des salaires, la concurrence d'autres employeurs en seraient la cause.

PAR VINCENT VÉRIER

L'AN DERNIER, 1 025 cheminots ont quitté la SNCF, selon le bilan social 2018 que nous nous sommes procuré, et qui sera présenté aujourd'hui aux partenaires sociaux de l'entreprise publique. Soit un bond de 34 % en un an, puisque 763 démissions avaient été enregistrées en 2017 et 614 en 2016. Si ce chiffre est à relativiser, vu les 143 328 salariés employés à la SNCF fin 2018, il confirme une tendance : « L'entreprise ne fait plus rêver, tranche un syndicaliste. Dernièrement, j'ai accompagné un collègue qui voulait absolument partir alors qu'il avait quatorze ans d'ancienneté et qu'au bout de quinze ans, un cheminot a droit aux facilités de circulation à vie (NDLR : billets gratuits ou à tarif préférentiel). En trente ans, je n'avais jamais vu ça. »

Même constat, au vu du nombre de ruptures conventionnelles, passé de 135 en 2016

à 283 en 2018. « J'en fais une par semaine, assure ce même syndicaliste. A chaque fois, on retrouve les mêmes raisons : une perte de sens, la pression du management, des salaires qui n'augmentent plus aussi vite. Les cheminots ne reconnaissent plus l'entreprise. »

Des équipes épuisées

Les réformes au pas de course depuis une demi-douzaine d'années pour préparer l'ouverture à la concurrence ont épuisé les équipes. « Des cheminots ont changé trois ou quatre fois de poste en quelques mois, confie un autre syndicaliste. J'ai une collègue à qui on a dit un vendredi de ne pas revenir le lundi suivant. Son poste avait été supprimé et déplacé ailleurs. » Une brutalité à laquelle les cheminots sont pas habitués. « Il n'y a jamais eu autant de licenciements pour faute, constate un syndicaliste de SUD-Rail. De 452 en 2016, nous sommes passés à 676 personnes l'an

dernier. » Si le DRH de la SNCF, Benjamin Raigneau, reconnaît l'augmentation des démissions, il tempère : « Ce chiffre reste dans la moyenne des grandes entreprises. Certes, il est en hausse, mais c'est aussi parce que le nombre de démissions à la SNCF a toujours été très bas. »

Selon le DRH, l'explication se trouve dans la tension sur certains métiers. « Il y a une forte demande de chaudronniers, de mécaniciens ou d'agents de maintenance, notamment en Ile-de-France. A nous d'être attractif. » Ainsi, depuis le début de l'année, la SNCF garantit un logement au futur embauché dans la région francilienne.

Ces difficultés de recrutement inquiètent d'autant plus les syndicats que la fin du statut pour les nouveaux entrants, programmée au 1^{er} janvier 2020, mais aussi la réforme des retraites qui doit mettre fin au régime spécial ne sont pas de nature à attirer



La fin du statut du cheminot pour les nouveaux embauchés à la SNCF est prévue le 1^{er} janvier 2020.

LE JUILIE MEYARD

les jeunes. « Faux », estime l'Union des transports publics (UTP), regroupant le patronat ferroviaire. Alors que la convention collective des entreprises du transport par train est en cours de discussion avec les syndicats, l'UTP estime que les salaires du secteur devraient être tirés vers le haut dans le cadre de l'ouverture à la concurrence. Une analyse qui ne convainc pas les partenaires sociaux.

La SNCF devrait continuer à perdre des salariés. Si l'Etat a prévu de reprendre 35 milliards d'euros de dette de la SNCF, il lui a demandé en contrepartie des efforts de productivité. « Cette année, il est prévu de supprimer 2 095 emplois, confie une source interne. Mais, au 30 juin, 2 962 avaient déjà disparu. Ce manque de moyens humains commence à se voir, notamment aux guichets. »

En
BREF

PRIVATISATION DE LA FDJ

Le gouvernement souhaite tirer « plus de 1 milliard d'euros » de la privatisation prochaine de la Française des jeux (FDJ, contrôlée à 72 % par l'Etat), a indiqué hier la PDG de l'opérateur, Stéphane Pallez, assurant séduire les investisseurs par la perspective d'un « placement durable ». Cette privatisation doit intervenir avant la fin du mois de novembre.

CHÔMAGE

Le président de la région Hauts-de-France, Xavier Bertrand, a de nouveau demandé, hier, au Premier ministre, Edouard Philippe, de prendre la main sur Pôle emploi dans sa région ainsi que le pilotage des politiques liées à l'emploi.